



8 juillet 2025

Lettre ouverte

Monsieur le Président, cher Frédéric,

Dans des propos rapportés par les DNA du 28 juin, vous vous en prenez au « Nous à Paris », c'est-à-dire à ceux, si nous vous comprenons bien, qui prennent des décisions contre la France des territoires et n'entendent pas les demandes qui en émergent.

Nous qui dénonçons un mode de gouvernance français caractérisé, non seulement, par son éloignement des réalités de terrain et par la mise à distance des individus et des collectivités, mais aussi par sa verticalité et par son centralisme, et enfin par son surcoût, nous ne pouvons que vous rejoindre.

Cette réalité n'est pas une fatalité. Il est temps d'inviter la France à un aggiornamento et à entreprendre un nouvel acte de décentralisation qui, cette fois, irait jusqu'à une vraie régionalisation, dotant les régions de vrais pouvoirs et moyens et les inscrivant dans leurs réalités géographique, historique et culturelle.

L'ICA a commencé à se faire connaître, il y plus de 15 ans, au travers d'un **Manifeste pour la rénovation de la démocratie française**¹ qui avait notamment été signé par Alain Howiller, directeur-chef de rédaction des DNA, André Bord, ancien ministre et président du CG 67, Henri Goetschy, ancien sénateur et président du CG 68, Tomi Ungerer...

Au travers de ce manifeste, une demande significative pour une évolution du mode de gouvernance français était inscrite dans l'espace public alsacien. Il ne pouvait dès lors plus être dit que tout le monde se contente du statu quo ou que de telles demandes n'émanent toujours que de mouvements groupusculaires.

La liste des signataires, au niveau de leur nombre, comme de leur qualité mettait en évidence un large éventail, tant sur le plan des strates sociales que des orientations politiques.

Cependant le regroupement était de courte durée. Ni la classe politique alsacienne ni les médias publics régionaux ne se sont véritablement emparés du sujet. Les choses ont continué à se dérouler selon l'ordre établi et ont débouché sur les situations que nous connaissons

¹ Voir texte du manifeste et liste des signataires sur : <https://www.ica.alsace/manifeste-alsacien-pour-une-renovation-de-la-democratie-francaise/>

aujourd'hui. Plusieurs autres initiatives citoyennes du même ordre ont connu le même sort pour les mêmes raisons.

Rien donc de nouveau sous le soleil, les régions françaises ne sont que de simples territoires de la République, c'est-à-dire « un outil institutionnel, pas un outil de reconnaissance culturelle ou historique » comme le soulignait en 2015 Madame Lebranchu, alors ministre en charge des Collectivités territoriales.

Et l'Alsace qui a vu disparaître des pans entiers de son identité, faute qu'ils n'aient pas été considérés comme étant des éléments identificatoires de la francité², et faute de pouvoir les gérer. De plus, l'Alsace n'est même plus un tel territoire.

Mais « Il n'est jamais trop tard pour devenir ce que nous aurions pu être » (dixit George Eliot). Encore faut-il s'en donner les moyens.

Monsieur le Président, ne vous arrêtez pas au constat que vous faites, allez au-delà ! Et, à la place qui est la vôtre, prenez une initiative forte qui pourrait prendre la forme d'un appel au regroupement de toutes celles et de tous ceux qui en Alsace ont le souci d'une rénovation de la démocratie française en direction d'une vraie démocratie locale.

L'Alsace a besoin d'un mouvement politique porteur d'un projet pour une Alsace qui serait en mesure de gérer des besoins et des intérêts qui lui sont propres tout en gérant, évidemment en commun avec le reste de la nation, ce qui est commun.

Un tel mouvement est nécessaire à la fois pour donner corps à celles et à ceux qui pensent Région, donc régionalisation et régionalisme³, et pour diffuser une culture du sujet dans la société alsacienne. Mais aussi pour se faire entendre par ceux qui détiennent les rênes du pouvoir qui, eux aussi, ont besoin de savoir ce que veut vraiment l'Alsace⁴. En politique, il faut un discours politique porté par un mouvement politique.

Ce dernier ne serait, à notre sens, pas un parti de plus. Il devrait être, un mouvement, une plateforme, une « Initiative régionaliste alsacienne » fédérant élus ou non élus jugeant nécessaire de changer le mode de gouvernance français, somme toute très jacobin, en faveur d'une véritable régionalisation, girondine en somme. Cette initiative serait donc transcourant. Ne peut-on être de droite, de gauche, du centre et régionaliste ?

² Cette francité s'inscrit en opposition d'une francitude qui serait fondée sur l'union dans la diversité.

³ En ce qui nous concerne, nous soutenons une version libérale-démocratique du régionalisme, qui ne remet pas en question la légitimité de l'État, mais qui vise à la transformer. Dans ce contexte, le régionalisme constitue une forme institutionnelle d'État unitaire en cours de réforme, qui se régionalise véritablement. La fierté régionale de chaque région demeure profondément enracinée et s'intègre aisément dans une identité nationale qui se manifeste dans le cadre de l'union dans la diversité des affiliations (locale, régionale, nationale, européenne). Nous rejetons la version où le régionalisme adopte une dimension ethno-nationaliste. L'Alsace n'est véritablement alsacienne que dans la confluence et la synthèse des cultures, notamment française et allemande, qui l'ont construite ou qu'elle doit retrouver selon le nietzschéen principe du « Werde der du bist » (libère-toi de tes inhibitions et refoulements, deviens qui tu peux être). Ce faisant l'identité alsacienne s'inscrit d'emblée dans le post-nationalisme. Notre régionalisme n'est donc pas, ne peut pas être un ethnisme reposant sur l'unicité de la langue, de l'histoire et de la culture. Il est, permettez ce néologisme, « démocratisme ».

⁴ La demande d'un simple retour à l'ancienne Région Alsace n'est en effet, nous semble-t-il, pas ou peu comprise au niveau parisien, tant cette région reconstituée n'aurait ni plus de pouvoirs ni plus de moyens que n'en a le Grand Est.

Nous sommes persuadés que c'est au travers d'une large union des bonnes volontés régionalistes et en la faisant apparaître au grand jour en Alsace et à Paris que l'on se donnera des moyens et des chances de faire bouger les lignes. Essayer de construire cette « initiative régionaliste alsacienne » serait le premier pas sur le chemin d'une réinterprétation de l'habitus alsacien.

„Es ist nie zu spät, das zu werden, was wir hätten sein können.“

Veillez agréer, Monsieur le Président, cher Frédéric, nos meilleures salutations

Pierre Klein, président
www.ica.alsace
president@ica.alsace